Document

<u>Comment le couple maudit gouvernements-banques continue à creuser le trou de la dette pour le plus grand bénéfice de l'industrie de la finance?</u>

(Atlantico.fr)

24 octobre2012

La dette serait en fait la somme d'intérêts généraux, ceux des États, des banques et du système boursier, tous unis pour ne pas perdre une once de leur pouvoir, le tout au détriment du citoyen.

Nous avons, dans un article récent, développé une idée, celle selon laquelle le système bancaire et financier était autorisé, voire encouragé, à agir en prédateur sur le dos des citoyens et des contribuables. Le système financier est autorisé à agir en quelque sorte en initié, au sens boursier du terme, sur le dos des citoyens, des contribuables; bref, sur le dos des collectivités.

Le fond même de cet article suggère qu'à la faveur de la crise, des complicités qui n'étaient que latentes entre les gouvernements, les Banques Centrales, la Finance, ces complicités deviennent manifestes.

Le processus est le suivant et nous prenons la peine de le rappeler car il est fondamental :

- Le système kleptocratique a creusé des déficits considérables en particulier par le biais des Etats-providence.
- Les déficits considérables ont débouché sur des endettements non moins considérables.
- Les systèmes bancaires et les gouvernements souverains sont en faillite et constituent un couple maudit.
- Ce système kleptocratique refuse de changer, le couple maudit ne veut ni abandonner ses créances, ni abandonner son pouvoir de creuser des déficits et encore moins abandonner la possibilité de taxer et surtaxer.
- Toutes les solutions mises en place visent à prolonger le système sans plan défini ou annoncé, mais le sens profond est toujours le même, quelles que soient les mesures, d'abord continuer à s'endetter par tous les subterfuges, ensuite, faire des cadeaux à la Finance pour qu'elle se recapitalise quasi gratuitement sur le dos du public, enfin, culpabiliser les citoyens afin de leur faire croire qu'ils vivent au-dessus de leurs moyens ou qu'ils sont bénéficiaires d'inégalités inacceptables.

Sous leur apparente complexité et technicité, les mesures qui sont prises sont des mesures politiques. Mesures subreptices de transfert de richesses par le biais de la monnaie donc mesures fiscales, mesures qui attentent à la souveraineté aussi bien des électeurs que des nations, le tout sans consultation des élus des peuples, sans référendum

Ce qui se passe actuellement à tous les niveaux est honteux, anti-démocratique et dangereux.

Honteux, parce que les politiques dissimulent leurs choix et n'exposent jamais au grand jour la logique de leur action. On accumule des mesures apparemment techniques sans jamais en montrer la logique profonde. On saucissonne. Personne ne fait la synthèse. Or les mesures, en particulier fiscales, font changer la société en profondeur, en particulier du côté des classes moyennes et inférieures. Bien sûr au profit des classes supérieures. Ce qui est mis en place, c'est un socialisme Fabien, une société à deux vitesses, dans laquelle une élite, avec quelques sous-classes complices, exerce le pouvoir. Nous passons d'un système fondé sur la propriété privée, sur la possibilité individuelle d'accumuler du capital productif, d'un système fondé sur la responsabilité et la liberté, à un système qui repose sur la dépendance et l'assistanat. La phrase qui résume tout, mais qui est reprise, sans être formulée, par tous les politiques, est « si vous avez créé cela, en réalité, ce n'est pas à vous que vous le devez ». Sous-entendu, nous avons le droit de vous le confisquer.

Anti-démocratique, parce que les élites sont complices pour escamoter les souhaits populaires. Pour passer outre et les violer. Les peuples ne sont consultés sur rien d'important. Toute l'action, en particulier en Europe, vise à éviter les consultations populaires, les vrais votes parlementaires et bien entendu, les référendums. On crée des Commissions, ou plutôt on nomme des Commissions pour avaliser dans le plus grand secret des plans que l'on concocte sur le dos des peuples. En témoigne ce qui se passe en cette mi-octobre au cours des énièmes sommets européens. Même les ordres du jour sont tronqués. On ne réunit pas pour décider de ce qui était prévu, mais on se réunit pour décider en secret de ce que l'on refuse de porter à la connaissance du public. Ainsi, on parle de donner les pleins pouvoirs à une sorte de Tsar super commissaire qui serait seul habilité à donner son accord ou son veto aux budgets des peuples. L'information n'apparaît que par bribes, comme un puzzle qu'il faut reconstituer. Elle apparaît grâce à des dissidents qui révèlent de façon « off » ce que les officiels dissimulent. L'information n'apparaît qu'à travers les cacophonies, lesquelles sont révélatrices par défaut de ce qui est en cause.

Il n'y a rien à espérer, ni de la part des Droites, ni de la part des Gauches. Surtout pas des socialistes au pouvoir parce qu'ils veulent continuer à s'endetter alors que les marchés tentent d'imposer des limites. Surtout pas des syndicats et des médias parce qu'ils sont insuffisamment clairvoyants et qu'ils ne sont nullement représentatifs de leurs publics. Les systèmes sont des pseudo-démocraties venues d'en-haut et non pas d'authentiques démocraties représentatives des gens du bas. Les législatifs sont à la botte des exécutifs.

Les oppositions politiques n'existent pas. Il n'y a aucune différence entre la sociale-démocratie qui affiche la couleur socialiste et les fausses droites radicales, tous veulent acheter des votes, continuer à profiter de leurs privilèges et prébendes. Nous sommes dans des systèmes de professionnels de la politique, c'est-à-dire de gens qui en font un métier et qui ne veulent pas se retrouver au chômage.

Les oppositions radicales -radicales au sens non pas radical-socialiste, mais radicalisées, extrémistes- ces oppositions donc sont fourvoyées. L'extrême-droite se fourvoie dans le racisme qui n'est qu'un symptôme des problèmes des démocraties, l'extrême-gauche se réfugie dans le spontanéisme primaire des envieux et « ôtes-toi de là que je m'y mette ». Ne parlons pas des intellectuels, « Rest In Peace », qu'ils reposent en paix, ceux-là, dans leur confort de leurs idiotes certitudes.

Dangereux parce que sous des dehors de dialogue, de représentativité, d'explication, se dissimule un véritable rapport de force qui ne dit pas son nom. Nos systèmes sont des systèmes de violence réelle. Les consensus sont brisés. Si vous en doutez, il suffit de regarder la courbe d'évolution des popularités des gouvernements. Ces courbes s'effondrent dès les premières semaines du soi-disant exercice des responsabilités. C'est une vérité terrible. Personne n'y prend

garde, l'attitude générale consiste simplement à se dire « pourvu que cela dure ». La réalité est que dans l'histoire, lorsque la coupure entre les peuples et ses gouvernants devient trop profonde, ce ne sont plus les gouvernants que l'on change, mais les systèmes. Et de fait, lorsque les systèmes sont pourris et constituent des impasses, il n'y a pas d'autre solution que d'en changer. Et ces changements, alors que les démocraties sont bafouées par ceux qui sont censés les guider, ces changements sont terribles de violence et de souffrance.

La tolérance des peuples paraît grande. En réalité, c'est une illusion. Le peuple ne tolère pas, mais il encaisse. Il n'a pas en régime normal de possibilité d'expressions. Les corps constitués, les corps intermédiaires, ne représentent qu'eux-mêmes et les pouvoirs qui sont au-dessus d'eux. Ils ne représentent absolument pas les citoyens. Les sondages sont bidons. Sonder, cela consiste à encadrer l'opinion publique et à ne permettre de s'exprimer que dans le cadre de cet encadrement. Les sondeurs sont les auxiliaires du pouvoir. Ils balisent, ils mettent en forme l'opinion pour lui faire dire ce que les pouvoirs ont envie qu'ils disent. Bien entendu, toujours dans le cadre de choix binaires.

C'est fou le nombre de fois où l'on entend « il n'y a rien à faire, les citoyens sont des veaux... ». Cela incite à penser, et certainement les élites le pensent, que tout est permis, et que jamais le peuple ne redressera la tête. Le mal vient de la Communication. De cette Communication qui a construit un système authentiquement autistique dans lequel, sous dehors de paroles, en réalité on ne dit rien. Le sens est toujours évacué, escamoté. A partir de là, on peut effectivement croire qu'il ne se passe rien, mais c'est en profondeur que tout se passe, que tout se délite. Nos systèmes sont dans cette situation. On en est au stade du dysfonctionnement en attendant l'implosion. Jamais les conséquences non-voulues de l'action des gouvernants n'ont autant proliféré. Pour parler vulgairement, cela part de partout.

Il faut, dans des systèmes complexes et aussi profondément pervertis, des catalyseurs, des événements-clés, des opportunités, pour que les choses se déclenchent. Pour que l'histoire se fasse. Pour que ce qui paraissait impossible hier devienne le présent. Ainsi, témoin ce qui s'est passé en 2008 avec la Grande Crise. Tout le monde croyait que l'on était parti pour l'éternité alors que pourtant déjà une page était en train de se tourner. **Témoin, ce qui se passe en Europe, un système apparemment quasi-stable pendant 20 ans qui bascule et qui se retrouve suspendu au bord du gouffre.**

Le sens profond de ce qui se passe, nous vous le rappelons, est simple. C'est la gigantesque tentative d'un système pervers, le système kleptocratique, de se maintenir, de perdurer, alors qu'il a failli. Ce système n'est plus légitime en raison de son échec. Il a ruiné les nations, mis les travailleurs au chômage, il tente de confisquer les patrimoines, il est en train de détruire les monnaies.

Cette tentative de durer passe par une confiscation de tout ce que le peuple a pu accumuler au cours de trente années de progrès techniques, sociaux, économiques. Tentative délirante de l'élite de revenir en arrière, de plonger les peuples dans la régression. Bref, de confisquer le progrès à son profit.

Bien peu de gens, surtout en Europe, font la liaison avec la question des libertés. La poudre aux yeux sociale-démocrate qui consiste à faire croire que l'on peut attenter aux libertés légitimement, à la faveur d'un soi-disant intérêt général, à la faveur de la réduction des inégalités, à la faveur d'une contrainte d'austérité, cette poudre aux yeux empêche de voir clair. Les sociétés évoluent vers des sociétés de contrôle, de confiscation, de contraintes. Sans le dire, on essaie de modeler un homme

nouveau. Un nouveau sujet apparent, mais réel objet. Les moyens techniques permettent simplement de masquer ce constructivisme et de le faire passer pour souhaité et souhaitable.

Deux éléments nous rendent néanmoins optimistes. Optimistes dans notre sens, bien particulier, car nous sommes de ceux qui croient qu'il faut que cela aille pire avant d'aller mieux. C'est en quelque sorte du chaos dans lequel les élites nous plongent que jaillira quelque chose de neuf, de plus satisfaisant, de plus adapté.

Premier élément d'optimisme: **le gâchis énorme auquel va aboutir l'action des gouvernements.** La création de richesses va continuer de ralentir, la prospérité devenir de plus en plus fallacieuse. Le chômage, les dé-qualifications, la précarité, les pertes de pouvoir d'achat, vont se développer. L'asphyxie est incluse dans les mesures que ces gens-là prennent.

Deuxième élément: le monde des années 2010 est un monde nouveau dominé par des techniques de communication et de mise en relation des gens totalement différent de celui que l'on a connu dans le passé. Il y a de nouvelles caisses de résonance. Tel événement apparemment anodin peut entrer en résonance avec d'autres dans le cadre d'une situation propice. Il n'y a pas d'homme providentiel, mais il y a des situations qui constituent des providences. Une nouvelle prise de conscience politique se développe en dehors des canaux habituels, hors du contrôle des réseaux traditionnels. Il suffit pour s'en persuader de regarder ce qui s'est passé avec les révolutions arabes, avec les mouvements syriens et autres.

Les révoltes se manifestent maintenant autrement!